

STIMULER L'INNOVATION AU SERVICE D'UNE AGRICULTURE ET DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES, PRODUCTIFS ET RÉSILIENTS

Points saillants

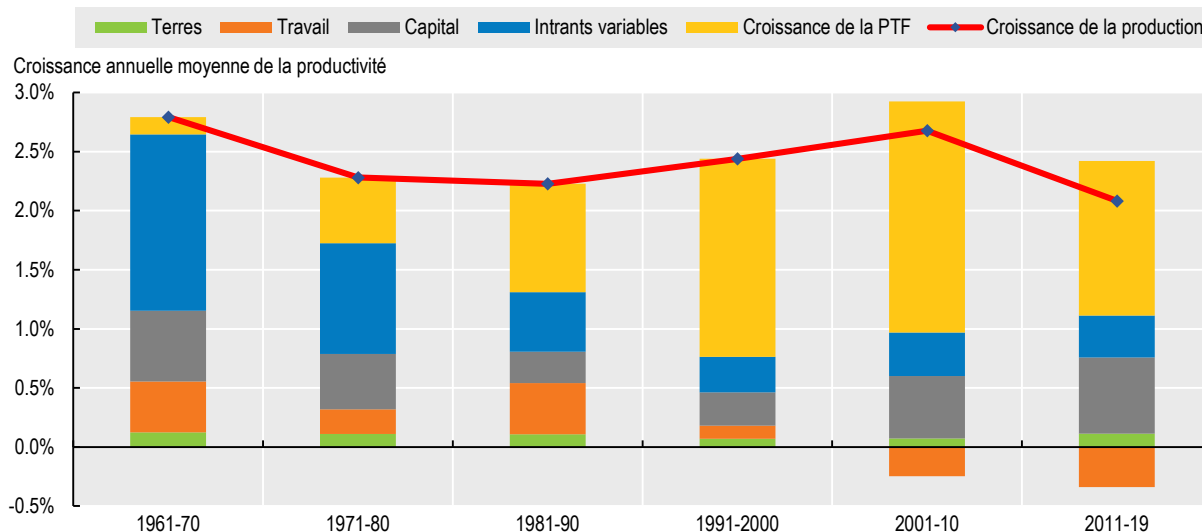
- La productivité des systèmes alimentaires doit progresser plus fortement et de façon durable pour qu'ils puissent relever le triple défi.
- La croissance de la productivité permet de produire plus avec moins. C'est le cas lorsque des innovations font évoluer les technologies et débouchent sur une utilisation plus efficace des intrants et des ressources naturelles.
- D'après les *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2022-2031*, pour que l'objectif de faim « zéro » soit atteint et que, parallèlement, les émissions d'origine agricole restent à des niveaux compatibles avec la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, la productivité agricole moyenne mondiale devra progresser de 28 % dans les dix prochaines années.
- Les pouvoirs publics peuvent actionner plusieurs leviers afin de promouvoir les éléments moteurs d'une croissance durable de la productivité, dans l'ensemble de la filière alimentaire. Le bon fonctionnement des marchés et un cadre réglementaire et stratégique rationnel et stable sont essentiels.
- Bien que leurs avantages ne soient plus à démontrer, les dépenses publiques consacrées à la R-D et à l'innovation agricoles ralentissent dans les pays de l'OCDE : au cours de la période 2020-22, elles n'ont représenté que 0.7 % de la valeur ajoutée agricole. Les pouvoirs publics doivent d'urgence accroître ces investissements pour susciter une croissance durable de la productivité.

De quoi s'agit-il ?

On attend des systèmes alimentaires qu'ils relèvent un triple défi : assurer l'approvisionnement d'une population mondiale croissante en aliments sains, sûrs et nutritifs, fournir des moyens de subsistance aux millions d'acteurs de la filière alimentaire et améliorer la durabilité environnementale (c'est-à-dire préserver les ressources foncières et hydriques et la biodiversité, et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre). Une croissance durable de la productivité est indispensable pour y parvenir.

Pour augmenter la production agricole, on peut utiliser davantage de terres ou d'autres intrants, mais on peut aussi améliorer les technologies ou encore utiliser les intrants plus efficacement – c'est ce qu'on appelle la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF). La croissance de la PTF est essentielle pour concilier augmentation de la production et durabilité, en ce qu'elle permet de produire plus avec moins. Par chance, depuis les années 90, les principaux moteurs de la hausse de la production agricole ont été des innovations comme l'amélioration des pratiques de gestion des exploitations, les nouvelles variétés végétales et races animales et la révolution numérique, qui ont fait progresser la PTF. De ce fait, l'impact environnemental par unité d'aliments produits a diminué avec le temps, comme en témoigne entre autres la baisse de l'intensité d'émission de GES. Cependant, après avoir progressé pendant des décennies, la croissance de la productivité ralentit aujourd'hui dans plusieurs grands pays. Bien que ces pays affichent pour beaucoup des tendances encourageantes en matière de durabilité, ce ralentissement pose de sérieux risques, car il réduit la capacité d'adaptation au changement climatique et à d'autres chocs. Une plus faible croissance de la productivité exerce également des pressions sur les ressources, y compris foncières, qui peuvent nuire à la biodiversité mondiale et favoriser le déboisement. Ces évolutions sont inquiétantes. Elles peuvent toutefois être inversées si les gouvernements renouvellent leur engagement en faveur de la croissance durable de la productivité.

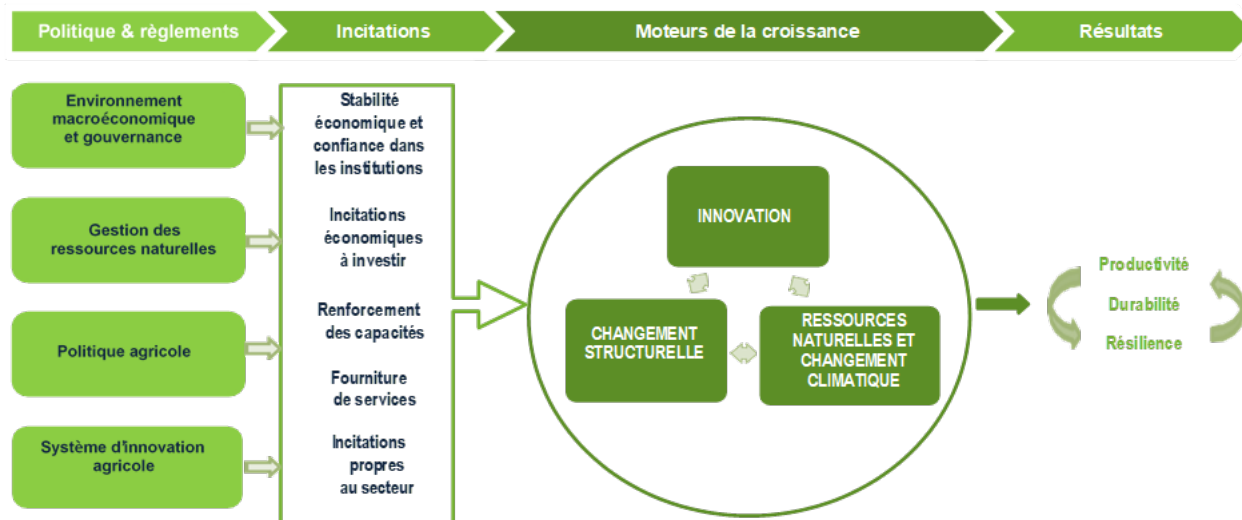
Graphique 1. Au cours des dernières décennies, la production agricole mondiale a augmenté surtout grâce à la croissance de la PTF



Que devrait faire les responsables de l'action publique

Les analyses de l'OCDE ont montré comment les décisions des pouvoirs publics influent sur la productivité, la durabilité et la résilience des systèmes alimentaires (graphique 2). En l'occurrence, les résultats dépendent des tendances en matière d'innovation, de changement structurel, d'utilisation des ressources naturelles et de changement climatique. Ces déterminants de la croissance sont pour leur part influencés par les incitations en place tant à l'échelle de l'économie qu'au niveau sectoriel. À son tour, ce paysage incitatif dépend de leviers plus fondamentaux qui pour partie eux aussi concernent l'ensemble de l'économie (comme le contexte macroéconomique) tandis que d'autres sont de de nature sectorielle (comme la politique agricole).

Graphique 2. Productivité et innovation dans le secteur agricole



Élaboré initialement dans le sillage de la présidence mexicaine du G20 en 2012 et perfectionné à la suite de la réunion ministérielle de l'OCDE sur l'agriculture de 2016, ce [cadre](#) a été appliqué avec succès dans [treize examens approfondis par pays](#) et dans des travaux d'analyse connexes menés par l'OCDE. Sur la base de ces travaux, on peut dégager trois grandes priorités de l'action publique pour stimuler une croissance durable et résiliente de la productivité.

Premièrement, beaucoup de politiques publiques en vigueur enferment les agriculteurs dans des activités non compétitives et peu rémunératrices, qui bien souvent nuisent à l'environnement, brident l'innovation, ralentissent l'évolution structurelle et intergénérationnelle et affaiblissent la résilience. Il importe donc de commencer par la remise en cause de ces politiques. Cela passe notamment par la redéfinition du soutien budgétaire afin qu'il privilégie l'investissement dans le capital humain, la R-D et l'innovation, en mettant l'accent sur la productivité à long terme et la durabilité. Les données disponibles montrent que les investissements publics en la matière sont systématiquement insuffisants. Il apparaît ainsi que, sur les 817 milliards USD par an que les 54 pays [analysés par l'OCDE](#) ont consacré au soutien au secteur agricole sur la période 2019-21, seuls 13 % ont été investis dans l'innovation agricole, les infrastructures et d'autres biens publics, contre 16 % vingt ans plus tôt. Dans ces pays, le soutien à l'innovation agricole, en particulier, ne représente que 0.7 % de la valeur de la production agricole, malgré l'importance qu'il revêt pour relever le triple défi.

Deuxièmement, les pouvoirs publics peuvent amplifier les retombées des financements publics en rendant les systèmes d'innovation agricole plus réactifs. Les systèmes d'innovation performants sont collaboratifs, adoptent des objectifs stratégiques clairs en concertation avec les parties prenantes et font appel à une évaluation rigoureuse. Tous les acteurs doivent œuvrer de concert pour produire des innovations dont le secteur a besoin et qu'il peut utiliser. Des mécanismes sont nécessaires pour mettre en pratique les nouvelles idées et aider les agriculteurs à se doter des compétences nécessaires, ce qui passe par exemple par des services de vulgarisation ou des initiatives permettant aux agriculteurs d'apprendre les uns des autres.

Troisièmement, il appartient aux pouvoirs publics d'assurer un cadre stratégique et réglementaire qui soit stable et propice à des investissements à long terme, y compris dans les infrastructures et les compétences. Il est essentiel que ce cadre soit rationnel et que les marchés fonctionnent correctement pour tirer parti des opportunités de marché en constante évolution.

En outre, les pouvoirs publics devraient améliorer la cohérence globale de l'action publique, veiller à l'existence des incitations voulues pour que les résultats obtenus soient en phase avec la durabilité environnementale, créer un climat de confiance et rendre les politiques plus efficaces et efficientes pour la chaîne d'approvisionnement agroalimentaires dans son ensemble.

Pour en savoir plus

Bureau, J. et J. Antón (2022), « Agricultural Total Factor Productivity and the environment: A guide to emerging best practices in measurement », *Documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et les pêcheries*, n° 177, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/6fe2f9e0-en>.